

PASSEZ À L'ACTION

Mettre en action les solutions proposées, c'est participer à la transformation collective de la ville pour bâtir un Montréal plus inclusif et égalitaire.

Pour d'autres réponses féministes pour se loger adéquatement, inspirez-vous des autres propositions dans la Plateforme de revendications féministes pour le droit à la ville de la Table de groupes de femmes de Montréal !



La TGFM est un regroupement régional de concertation qui promeut et défend les droits des femmes dans une perspective féministe intersectionnelle. C'est son membership de plus de 80 groupes, composé essentiellement de groupes locaux de femmes et de comités femmes issus de syndicats ou de groupes communautaires et sociaux, qui constitue l'une des forces majeures de la Table.

1 Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec (2023), La crise du logement, on s'enfoncé encore plus!

2 Institut national de santé publique du Québec (2021), Inégalités d'accès et d'usage des technologies numériques : un déterminant préoccupant pour la santé publique de la population?

Couverture par Carolina Espinosa @crakolina



#MONTRÉALFÉMINISTES POUR LE DROIT À LA VILLE

Une ville féministe, c'est une ville qui s'attarde aux besoins et aux réalités de toutes les Montréalaises et qui améliore la qualité de vie du plus grand nombre.

Le droit à la ville, c'est participer à la transformation de sa ville, que ce soit en lançant des initiatives, en bâtissant des projets, en prenant part aux débats et aux prises de décisions pour l'avenir de son milieu de vie.

Actuellement, **les féministes montréalaises se mobilisent pour accéder aux commerces et services dont elles ont besoin et fréquenter les lieux publics de leur quartier.**

POUR LA VIE DE QUARTIER

À Montréal, une majorité des services de proximité (services de garde, épiceries, bibliothèques, etc.) se retrouvent dans les quartiers centraux et l'accès aux transports collectifs et actifs y est généralement plus facile. Toutefois, plusieurs de ces quartiers sont en pleine gentrification.

Par exemple, entre 2021 et 2023, le coût moyen des logements de Rosemont - La Petite-Patrie disponibles sur le marché a augmenté de 25%¹.

À moins d'habiter en logement social, il est difficile pour les populations les plus pauvres et marginalisées de continuer à habiter dans les quartiers centraux. Elles sont refoulées en périphérie où les services de proximité et les modes de transport collectifs et actifs sont insuffisants.

Plusieurs enjeux freinent l'utilisation des ressources locales disponibles :

- Le manque d'accessibilité et d'adaptation pour les personnes en situation de handicap.
- Les barrières linguistiques.
- Les critères d'admissibilité.
- Le sentiment de sécurité dans les espaces publics, influencé par le profilage et le harcèlement de rue.

Les inégalités d'accès et d'utilisation des technologies de l'information et de la communication - aussi appelé fracture numérique - limitent également l'accès aux services et ressources locales qui ont de plus en plus recours au numérique, par exemple, pour les réservations. Au Québec, ce sont 12% des ménages ayant un revenu annuel de moins de 20 000\$ qui n'avaient pas accès à une connexion internet en 2020².

QUELQUES ACTIONS ET SOLUTIONS FÉMINISTES

Les organisations féministes déploient une foule d'actions pour faciliter l'accès aux ressources locales et à la vie de quartier. Voici les différentes solutions proposées par la TGFM pour répondre aux enjeux persistants :

Améliorer l'accessibilité et l'inclusion des services, programmes et ressources locales

- Élargir l'admissibilité des services (âge, statut et lieu de résidence) et adopter des mesures pour l'inclusion (traduction, médiation culturelle et programmation représentative).
- Continuer d'impliquer les femmes, notamment celles à la croisée des oppressions, au sein des conseils d'administration et des assemblées générales pour faire une place à leurs réalités.
- Assurer l'accessibilité universelle des nouveaux immeubles et immeubles rénovés, des services et des événements.
- Offrir de la formation et des espaces d'échange sur le capacitisme, la décolonisation, le racisme systémique, la diversité sexuelle et de genre pour promouvoir l'inclusion.
- Choisir des espaces, équipements et locaux accessibles universellement pour offrir des formations, tenir des rassemblements, cours et activités.
- Encourager l'intégration des espaces d'allaitement ou pour tirer son lait.

Lutter contre la fracture numérique

- Adopter des mesures alternatives au numérique (ex. téléphone, affichage et sans rendez-vous).
- Assurer l'accès au numérique (ex. accès wifi, prêt de tablettes, formation et accompagnement).
- Assurer des programmes gouvernementaux permettant l'accès numérique aux femmes en situation d'isolement.